

"Le mépris des enjeux écologiques est un mépris des pauvres" – Entretien avec Delphine Batho

Delphine Batho est députée indépendante, présidente du parti *Génération Écologie* et ancienne ministre de l'Environnement. En janvier dernier, elle a publié "*Écologie intégrale, le manifeste*" et a récemment lancé la liste "*Urgence Écologie*" pour les Européennes, avec le philosophe Dominique Bourg. Cette liste ambitionne de proposer une réponse à la hauteur de l'urgence climatique, sans pour autant se positionner en fonction du traditionnel clivage droite / gauche. Au cours de cet entretien, nous revenons à la fois sur des questions de constat et de stratégie politique, mais aussi sur ce que sous-entend l'écologie intégrale en termes de changements dans notre rapport à la politique, et à des questions telles que le droit des femmes.



Delphine Batho, Assemblée Nationale, Photo © Clément Tissot pour Le Vent se Lève

LVSL : Vous avez écrit le manifeste de l'écologie intégrale, paru en janvier dernier. Pourquoi le choix de ce terme "*intégrale*" plutôt que "*radicale*", par exemple, ou un autre terme ?

► *Delphine Batho* : Ce n'est pas la même chose. L'écologie intégrale signifie qu'on intègre l'écologie dans tous les choix. À partir du moment où ce qui est en cause aujourd'hui c'est l'effondrement du vivant, la destruction accélérée de tout ce qui rend la planète habitable et vivable pour l'espèce humaine, l'écologie est l'enjeu qui prime sur tout. La vie, le vivant, est la valeur première avant l'argent, avant tout le reste. Tous les choix politiques dans tous les domaines, en matière de politique économique, de politique étrangère, de choix culturels, éducatifs etc. doivent procéder de cet impératif écologique : c'est ça le propos de l'écologie intégrale.

Elle a une dimension de radicalité parce qu'elle entraîne une rupture avec la civilisation thermo-industrielle actuelle. L'écologie intégrale implique la rupture avec le paysage politique tel qu'il est installé et avec les anciens clivages entre la Gauche et la Droite. Mais si on disait simplement "écologie radicale" et non pas "écologie intégrale", on entretiendrait l'idée fautive qu'il ne s'agit que d'un problème de degré, qu'il faut avoir un programme écolo qui ne serait pas "mou" — parce qu'il y a une écologie molle, des faux semblants, il y a du greenwashing politique. Mais notre propos ne consiste pas à dire qu'il faut faire plus fort, qu'il faut aller plus vite, c'est de dire qu'il faut faire complètement différemment. Et différemment veut dire

qu'il faut en finir avec une vision qui considère l'écologie comme un sujet parmi d'autres. Non, ce n'est pas un sujet parmi d'autres : c'est la cause du siècle.

LVSL : Dans votre manifeste, vous parlez de la fin du clivage Gauche/Droite, transcendé par l'urgence écologique : pouvez-vous nous expliquer en quoi l'écologie intégrale n'est pas de gauche ?

► **DB** : Ce n'est pas seulement que l'ancien clivage serait transcendé par l'urgence écologique, c'est le fait que ET la Gauche ET la Droite nient les limites planétaires. L'une comme l'autre sont dans une forme de déni de l'anthropocène et des limites planétaires, parce qu'en fait la Gauche et la Droite conditionnent leur projet de société à la croissance économique.

L'idée libérale c'est qu'il faut produire plus pour s'enrichir plus et par ruissellement tout le monde finira par en bénéficier. Le propos classique de la social-démocratie c'est de dire il faut produire plus pour qu'il y ait de la croissance économique afin qu'on puisse redistribuer les richesses. Mais dans les deux cas, on conditionne un projet de société à la croissance économique, or cette croissance économique est assise sur la destruction de la nature : elle est la cause du problème aujourd'hui. Donc voilà pourquoi nous sommes en rupture avec les deux, c'est-à-dire avec le libéralisme comme avec le socialisme. Le nouveau clivage oppose ce que nous appelons les Destructeurs et les Terriens, c'est-à-dire ceux qui savent que nos conditions d'existence dépendent de la nature, et du fait de préserver une planète habitable pour le vivant et pour l'humanité.



Delphine Batho, Assemblée Nationale, Photo © Clément Tissot pour Le Vent se Lève

LVSL : Pourtant il semble que l'idéologie productiviste et le dogme de la croissance du PIB soient dépassés dans le logiciel politique d'au moins 4 listes aux européennes : la France Insoumise, Génération.s, Place Publique et Europe écologie les verts. Qu'est-ce qui vous différencie d'eux ?

► **DB** : Hélas non, au-delà des apparences ce logiciel inspire encore ceux que vous venez de citer, je vais les prendre un par un.

Concernant la France Insoumise, il y a mention dans leur programme de l'idée qu'il y aurait un nouvel espace d'expansion de l'humanité : les océans. Ils proposent d'aller chercher ce qu'ils appellent "l'or bleu" des océans. Donc en fait, c'est une nouvelle manière de contourner les limites planétaires, d'imaginer qu'il y aurait un nouveau relais de croissance dans l'exploitation des océans.

Génération.s se situe comme une liste traditionnelle de la gauche de la gauche, donc ils ne sont pas dans la compréhension de la nouvelle période politique qui s'ouvre et du nouveau clivage qu'elle implique. Ils ne sont pas en rupture avec ce que je disais sur le socialisme et les grilles d'analyses marxisantes.

Place Publique ? Ils prétendaient faire du neuf mais ils sont sur une liste avec le Parti Socialiste qui soutient Europa City, le Center Parc de Roybon, le Lyon-Turin, le grand contournement Ouest de Strasbourg...

J'ai pris la décision définitive de quitter le PS le jour où ce parti a refusé de signer mon amendement à l'Assemblée nationale pour l'interdiction du glyphosate. Donc en fait on est très loin de la conscience de l'urgence écologique. On est dans la **superficialité**, voire la **publicité mensongère**. La vérité d'une orientation politique, on la voit dans les actes concrets : refuser de signer un amendement pour l'interdiction du glyphosate, c'est un acte concret. Soutenir le Lyon-Turin, ou le grand contournement Ouest de Strasbourg, sont des actes concrets. C'est là qu'on voit la vérité en politique.

Quant à Europe Écologie les Verts, leur programme est essentiellement daté et obsolète. Il est grosso modo le même qu'il y a 10 ou 5 ans, mais on n'est plus il y a 10 ans ou il y a 5 ans. Aujourd'hui, le GIEC dit qu'il reste 12 ans¹. L'IPBES dont le rapport vient d'être publié² atteste d'un effondrement violent du vivant. Je vais prendre un exemple : dans ses propositions pour les élections européennes, EELV préconise la sortie des pesticides en 15 ans. On ne peut pas attendre 15 ans avant d'arrêter la pollution chimique de l'agriculture et de la santé humaine, parce qu'il y a des enjeux de santé considérables derrière les enjeux liés aux pesticides. Nous n'adhérons pas à l'idée que l'écologie est un enjeu de long terme, qu'on aurait encore du temps devant nous. Nous considérons que le concept de "transition" lui-même entretient l'ambiguïté de reporter l'écologie à plus tard. Non, si on s'appelle **Urgence Écologie** ce n'est pas un hasard, c'est qu'il y a la nécessité absolue de prendre des décisions maintenant et d'organiser des changements rapides et radicaux.

Delphine Batho, Assemblée Nationale, Photo © Clément Tissot pour Le Vent se Lève

LVSL : Pourquoi est-ce que vous avez choisi de lancer une liste aux Européennes, est-ce que c'est dans un objectif de témoignage, une tribune pour l'écologie ? Pourquoi n'avez-vous pas fait cela depuis l'intérieur de mouvement déjà existant ?

► **DB** : Nous présentons cette liste pour agir, tout de suite. Effectivement, nous tirons toutes les leçons des périodes passées. Pour ma part, j'ai essayé pendant 20 ans et j'ai cru, comme d'autres, que l'on pouvait faire évoluer les formations politiques traditionnelles pour les amener à s'emparer des enjeux écologiques ou féministes qui me tiennent particulièrement à cœur.

D'autres qui sont sur la liste Urgence Écologie ont fait le même type de parcours, mais dans d'autres formations politiques. Moi, c'était au Parti Socialiste, vous avez des gens qui sont passés par Europe Écologie les Verts, ou par le Modem, par En Marche, par le PC, par l'UDI, qui ont eu des parcours politiques divers. Tous, on arrive au même constat : les organisations du système politique en place s'avèrent incapables de porter cet enjeu à la hauteur de ce qu'exige la nouvelle période qui commence avec la publication du dernier rapport spécial du GIEC, qui dit qu'il reste 10 ans.

Notre liste rassemble surtout plein de gens dont c'est le premier engagement politique, à l'image de Dominique Bourg, qui franchit le pas de l'engagement politique pour la première fois. Jusqu'à présent il a été un philosophe qui a pensé la cause de l'écologie. Qu'il s'engage aujourd'hui sur le plan politique est significatif.

¹ <https://www.afd.fr/sites/afd/files/2018-10-01-50-29/note-synthese-rapport-giec.pdf>

² <https://lvsl.fr/biodiversite-synthese-et-analyse-exclusive-du-7e-rapport-mondial-de-ipbes>



Il ne le fait pas pour lui, mais parce que cette cause en a besoin et qu'un nouveau projet politique doit être articulé à la connaissance scientifique. S'il y va, c'est parce qu'il y a un vide terrible. Les orientations de l'écologie intégrale n'existent pas dans le paysage politique actuel.

Le sens de notre démarche c'est de vouloir construire pas à pas une nouvelle force, donc de faire entendre ce propos sur le plan démocratique à l'occasion des élections européennes, mais aussi des suivantes. Ce qui commence aux élections européennes n'est pour nous que le début.

LVSL : N'y a-t-il pas un paradoxe entre dire que l'écologie intégrale doit être portée par un maximum d'acteurs politiques et le fait de vouloir l'incarner seuls ?

► DB : On ne prétend pas l'incarner seuls ! Mais qui défend une politique d'écologie intégrale pour l'instant à part nous ? A travers les propositions que nous portons notamment dans le document "**Fondations**"³, nous sommes les seuls à être dans une volonté de cohérence par rapport à l'état des connaissances scientifiques sur l'accélération du changement climatique et de la destruction de la biodiversité. Je peux prendre une multitude d'exemples, notamment sur tout ce qui implique un changement des comportements individuels : le fait de supprimer les liaisons aériennes entre Paris et Marseille à partir du moment où existe le train, d'introduire des quotas carbone individuels, de réduire la vitesse etc.

LVSL : Est-ce que vous considérez être un recours institutionnel pour la jeunesse qui se mobilise pour le climat dans les rues ?

► DB : Je dirais un débouché, plutôt qu'un recours. Ces mobilisations signifient l'émergence d'une nouvelle génération politique, qui attend du neuf, qui est en révolte et à juste titre. Et moi je partage cette révolte contre le système politique en place, où règnent tant d'incapables. Que ce soient des jeunes de 14 ou 16 ans, qui manifestement ont davantage lu le rapport du GIEC que les gouvernements actuels, qui sont obligés de faire une grève scolaire pour faire entendre l'urgence dans laquelle on est, voilà qui en dit long sur le monde des adultes. Et ce sont les jeunes qui ont raison.

Nous souhaitons favoriser l'émergence de cette nouvelle génération et l'aider : pas lui dire ce qu'elle doit penser, mais l'aider à s'organiser, s'exprimer et à trouver dans la démocratie un relais à son combat.

LVSL : Quelle est votre stratégie pour capter la demande électorale écologiste ? Quelle est votre stratégie pour rendre hégémonique l'écologie intégrale au-delà de la sociologie du vote écologiste habituel, c'est-à-dire grosso modo classe moyenne urbaine éduquée. Comment est-ce que vous chercheriez par exemple à convaincre un gilet jaune ?

► DB : Ce que laissent entendre les médias, ou votre question telle qu'elle est posée, c'est qu'un ouvrier ou une personne aux conditions de vie modestes ne seraient pas capable de comprendre la gravité des enjeux sur le climat, ni le fait que la nature est en train de mourir.

C'est profondément insultant et derrière il y a une forme de mépris social.

³ urgence-ecologie.fr/wp-content/uploads/2019/04/Fondations-Urgence-Ecologie.pdf

La deuxième chose, c'est qu'en fait, les inégalités environnementales sont une inégalité sociale supplémentaire. L'autre jour, j'étais dans les Bouches du Rhône, à l'Étang de Berre. Autour de celui-ci, les hommes ont 34 % de cancers de plus que la moyenne nationale, et ces victimes de la pollution ne sont pas des catégories sociales privilégiées. Quand vous allez à Paris, dans les logements sociaux qui sont le long du périphérique et où vous avez un nombre considérable d'enfants asthmatiques, ce ne sont pas des catégories sociales privilégiées. Donc en fait, **le mépris des enjeux écologiques est un mépris des pauvres**. C'est ne pas comprendre qu'il y a des gens qui subissent le fait d'être dépendants de la bagnole pour aller bosser tous les jours, ou d'avoir des transports en commun complètement pourris alors qu'on va mettre des milliards d'euros dans le Grand Paris express pour les touristes, ou dans le Lyon-Turin : c'est une inégalité et une injustice sociale supplémentaire.

J'ai passé du temps sur les ronds-points avec des personnes qui étaient mobilisées pour les gilets jaunes, que je ne confonds pas du tout avec la dérive violente, xénophobe, antisémite, de plusieurs composantes de ces mobilisations. Et je considère que le mouvement des gilets jaunes est en fait un mouvement politique contre les lobbies, et contre la technocratie qui confisque la décision démocratique depuis des décennies en France. Ceux qui bloquent un changement pour l'écologie sont les mêmes que ceux qui confisquent les décisions dans tous les domaines depuis des décennies. Les gouvernements passent et les problèmes restent, quelles que soient les promesses de campagne électorale, parce que ce sont les mêmes intérêts qui influencent les décisions en coulisses. Il y a quelque chose aujourd'hui de pourri dans la très haute fonction publique en France, qui sert les intérêts d'un certain nombre de très grandes compagnies.

LVSL : Votre liste aux Européennes, "Urgence Écologique", conduite par le philosophe Dominique Bourg, est supportée par trois partis : le vôtre, Génération Écologie, mais aussi celui de Robert Hue, le Mouvement des Progressistes, et celui d'Antoine Waechter, le Mouvement écologiste Indépendant. Allez-vous former un nouveau mouvement à terme ou bien fonctionner en cartel de partis ? Où vous voyez vous dans un an ?

► DB : Ce à quoi j'aspire, c'est faire émerger une nouvelle génération politique et une nouvelle forme d'organisation politique. Qui du coup ne peut pas se résumer à une sorte de cartel à l'ancienne. Je suis très heureuse du rassemblement qui s'opère pour les Européennes, mais ce rassemblement est au service d'une cause. Cette cause, c'est le fait de soutenir une liste citoyenne conduite par quelqu'un qui n'est pas issu d'un de nos partis politiques. Et de la même façon, sur cette liste, on trouve plein de personnes dont c'est le premier engagement et qui ne sont membres d'aucun des partis politiques que vous venez de citer.



Delphine Batho, Assemblée Nationale, Photo © Clément Tissot pour Le Vent se Lève

Notre rôle à Génération écologie c'est justement de favoriser cela. Je suis convaincue que cette démarche se prolongera au-delà des élections européennes. Non comme une addition de partis, mais vraiment comme un processus nouveau appelant beaucoup de personnes qui ne sont pas membres de nos formations politiques à s'engager. Je souhaite qu'il y ait une nouvelle dynamique et une nouvelle force politique pour l'écologie intégrale en France. C'est cela notre projet. Et la question des organisations en tant que telle est secondaire par rapport à cet objectif. Donc quelle que soit la forme que cela prendra, que ce soit un collectif

citoyen, une fédération des organisations existantes, peu importe. Ce qui compte c'est le fond, c'est la sincérité de la démarche et le fait qu'elle implique plein de gens pour qui c'est la première fois.

LVSL : Vous parlez dans votre manifeste d'éco-féminisme. Pourquoi le droit des femmes est-il si important pour la transition écologie, que ce soit dans les pays du Sud ou en Occident ?

► DB : Premièrement, il y a quelque chose de commun dans le mécanisme de domination des femmes par les hommes et la domination de la nature par l'humanité. Une humanité qui s'est crue supérieure à la nature, de la même façon que la masculinité s'est prétendue supérieure à la féminité. Ce n'est pas un hasard si le mot "nature" est féminin. Du coup, il n'est pas concevable que l'on puisse être écologiste sans être féministe. Il n'est pas concevable d'envisager une nouvelle relation entre l'humanité et la nature, beaucoup plus harmonieuse, tout en persévérant dans l'oppression des femmes. Il n'est pas possible de lutter contre ce pouvoir de destruction sans la complète égalité entre les hommes et les femmes. Les deux vont ensemble.

La deuxième chose c'est qu'à l'échelle mondiale, l'émancipation des femmes, leur accès à l'éducation, au travail, à l'égalité sociale complète avec les hommes, à la contraception, est un des leviers majeurs de la transformation écologique des sociétés. Elle entraîne la transition démographique. Ce n'est pas par des solutions autoritaires que l'on va maîtriser la croissance démographique, c'est par l'émancipation des femmes. C'est la seule voie démocratique pour y parvenir.

La notion d'éco-féminisme a une histoire. C'est un concept imaginé en France dans les années 70, mais qui s'est surtout développé dans les pays anglo-saxons, notamment dans les luttes contre le nucléaire. L'oppression des femmes a conduit à leur marginalisation, les cantonnant aux sphères domestiques dont la gestion de la nourriture, de la maison... et le lien avec la nature dans beaucoup de pays à travers l'agriculture. De ce fait, les femmes ont développé un ensemble de savoirs et de compétences — pas pour une raison génétique, mais parce qu'elles ont été cantonnées dans ces sphères des activités humaines qui leur donnent des compétences qu'il faut désormais partager avec tout le monde.

On pourrait faire l'analogie avec ce qu'il s'est passé en politique quand on a commencé à avoir en France des femmes politiques, on leur a demandé en gros de s'occuper de la santé, de l'environnement, de l'éducation : des sujets qui n'étaient pas très importants pour ces Messieurs, donc ce n'était pas très grave pour le système dominant de les confier à des femmes. Sauf qu'en fait aujourd'hui, l'environnement est fondamental, tout comme la politique énergétique, qui est stratégique sur le plan économique. Et donc les compétences politiques que les femmes ont développées sur des sujets, qui étaient considérés comme de second ordre, leur donnent aujourd'hui une place au premier plan, au cœur du débat politique. En somme, un mécanisme d'oppression se retourne en une capacité pour les femmes de jouer un rôle majeur. Et ce n'est pas un hasard si Greta Thunberg est une femme. Ce n'est pas un hasard si partout dans le monde, dans les luttes, on voit souvent des femmes. Pas que des femmes, ce n'est pas le sens de ce que je dis. Mais on voit souvent des femmes au premier plan parce que les deux, écologie et féminisme, fonctionnent ensemble.